

Mali IPSR 200719

11 novembre 2014

Discours d'ouverture du Directeur Pays

Madame la Présidente, je vous remercie.

Suite à trois ans d'opérations d'urgence en réponse à la sécheresse de 2011/2012, à la crise politique et à l'occupation du nord du Mali par des groupes armés, la situation a connu une **amélioration significative** tant au niveau de la stabilisation politique qu'au niveau de la sécurité alimentaire.

La majorité des personnes ayant fui sont maintenant retournées au Nord du Mali. Cependant, l'amélioration des moyens d'existence, de la sécurité alimentaire et des services sociaux de base est une **condition nécessaire au retour à une stabilité durable** dans le nord. Ainsi, un appui aux efforts de redressement constitue une priorité.

Les résultats de la campagne agricole 2014/2015 semblent nettement meilleurs que l'année dernière. L'enquête sur la sécurité alimentaire de septembre révèle qu'au Mali, un ménage sur quatre souffre d'insécurité alimentaire. Bien que toujours préoccupant, ces résultats prouvent une sensible amélioration par rapport à l'analyse d'urgence de

juillet 2013 où 75% des ménages au nord du pays **souffraient** d'insécurité alimentaire.

L'enquête SMART récemment réalisée à travers le pays indique une prévalence **alarmante** de la malnutrition aigüe globale chez les enfants de moins de 5 **ans qui s'élève à plus de 13 pour cent** ainsi qu'un taux de retard de croissance **également critique atteignant** 28 pour cent.

Dans ce contexte, l'intervention prolongée de secours et de redressement (l'IPSR) a pour but d'appuyer le Gouvernement dans la réduction de l'insécurité alimentaire et de relever le défi **faim** zéro.

Etant donné que l'accès à la nourriture reste la cause principale de l'insécurité alimentaire, l'IPSR va renforcer la résilience des communautés les plus vulnérables. Cette intervention permettra aux bénéficiaires d'acquérir ou de restaurer les actifs de production destinés à améliorer leur sécurité alimentaire et leur préparation aux chocs récurrents.

A côté des activités de résilience, des filets sociaux seront mis en place pour les enfants grâce à des cantines scolaires.

A travers le pays, les enfants malnutris en dessous de 5 ans ainsi que les femmes enceintes et allaitantes auront accès à des traitements contre la malnutrition. En phase avec l'initiative Scaling up Nutrition et les programmes nutritionnels de l'UNICEF, ces activités feront partie intégrante du plan nutritionnel multisectoriel adopté cette année par le Gouvernement malien grâce à l'appui du REACH.

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire reconstitue actuellement ses stocks de céréales pour l'année 2015 et a budgétisé ceux-ci pour l'année 2016. Une coordination entre les distributions alimentaires du Gouvernement et celles du PAM sera ainsi assurée par le **biais du plan national de réponse**. Les distributions générales de vivres du PAM vont pallier aux besoins immédiats en terme de sécurité alimentaire pour les déplacés internes et les personnes de retour chez elles. L'IPSR assurera également la protection des personnes affectées par des catastrophes et stress saisonniers.

Les activités se dérouleront principalement dans la bande sahéenne et le nord du pays où se trouvent les zones les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire *comme indiqué sur la carte*.

Selon le contexte local et la saisonnalité, trois modalités de distribution vont être utilisées: la nourriture, les espèces et les coupons. En accord avec les requêtes du Gouvernement et des bailleurs de fonds, **la majorité** des céréales **sera** achetée localement soit à travers une extension des activités P4P, soit, autant que possible, directement auprès d'organisations paysannes.

En collaboration avec la FAO, le PAM poursuivra son rôle de chef de file du cluster sécurité alimentaire et restera à la tête du sous-groupe des partenaires techniques et financiers sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Conjointement avec les membres du sous-groupe, le PAM va soutenir la réforme du dispositif national de sécurité alimentaire. Par ailleurs, suite à une requête du Gouvernement, le PAM participera à l'élaboration d'une politique nationale de sécurité alimentaire.

L'IPSR offre une flexibilité aux interventions du PAM en permettant d'ajuster la réponse en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire et de la sécurité alimentaire au cours des **trois** prochaines années. Le contexte sécuritaire au Nord reste un souci majeur malgré les progrès réalisés lors des négociations de paix d'Alger. Ainsi, afin de poursuivre une mise en œuvre de qualité dans les zones où l'accès par les Nations Unies est limité, le PAM

continuera de s'appuyer sur les services d'une ONG locale pour le suivi de ses activités.